

15 JUILLET 1956. — Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, modifiée par les lois des 11 juin 1952, 18 mars 1954 et 15 février 1955, notamment les articles 14, 21, 36, alinéa 2, et 61;

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 5 septembre 1952 et 17 novembre 1955;

Considérant qu'il y a lieu de réformer la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en permettant aux membres de l'auditorat d'assister aux débats en audience publique et d'y donner leur avis, ainsi qu'en apportant quelques modifications inspirées par l'expérience;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 12 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Après l'accomplissement des mesures préalables, le membre de l'auditorat désigné en application de l'article 5 rédige un rapport sur l'affaire. A cette fin, il correspond directement avec toutes les autorités et peut leur demander, ainsi qu'aux parties, tous renseignements et documents utiles.

» Ce rapport, daté et signé, est transmis à la chambre. »

Art. 2. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Si la chambre estime qu'il y a lieu d'ordonner des devoirs nouveaux, elle désigne, pour y procéder, un conseiller ou un membre de l'auditorat qui rédige un rapport complémentaire. Ce rapport est daté, signé et transmis à la chambre. »

Art. 3. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Sur le vu des rapports prévus par les articles 12 et 13, la chambre ordonne le dépôt du dossier et des rapports au greffe. Celui-ci notifie ces rapports aux parties.

» Le requérant a quinze jours pour déposer un dernier mémoire, et la partie adverse quinze jours pour y répondre.

» Le président de la chambre peut abréger ou prolonger ce délai si les circonstances de la cause le justifient.

» A l'expiration de ces délais, le président fixe la date à laquelle l'affaire sera appelée. »

Art. 4. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. L'avis ou l'arrêt doit intervenir dans les six mois du jour où, en application de l'article 12 ou éventuellement de l'article 13, rapport aura été fait sur l'affaire.

» Le délai ci-dessus peut être prorogé par ordonnance de la chambre, après avis de l'auditeur général, sans que la durée totale des prorogations puisse excéder le double de ce délai. »

Art. 5. L'article 29 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 29. Un conseiller, autre que celui qui a éventuellement rédigé le rapport complémentaire sur les devoirs d'instruction, résume les faits de la cause ainsi que les moyens des parties.

15 JULI 1956. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging vóór de afdeling administratie van de Raad van State.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 23 December 1946 houdende instelling van een Raad van State, gewijzigd bij de wetten van 11 Juni 1952, 18 Maart 1954 en 15 Februari 1955, inzonderheid op de artikelen 14, 21, 36, tweede lid, en 61;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging vóór de afdeling administratie van de Raad van State, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 September 1952 en 17 November 1955;

Overwegende dat de rechtspleging vóór de afdeling administratie van de Raad van State dient te worden hervormd, door de leden van het auditoraat toe te staan de debatten in openbare terechtzitting bij te wonen en er hun advies te geven, alsmede door enige door de ervaring ingegeven wijzigingen aan te brengen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en beshuiten Wij :

Artikel 1. Artikel 12 van het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging vóór de afdeling administratie van de Raad van State, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 12. Nadat de voorafgaande maatregelen zijn uitgevoerd, maakt het bij toepassing van artikel 5 aangewezen lid van het auditoraat verslag op over de zaak. Te dien einde voert hij rechtstreeks briefwisseling met alle overheden en kan zowel aan deze als aan partijen alle dienstige gegevens en documenten vragen.

» Dit gedagtekend en ondertekend verslag wordt aan de kamer bezorgd. »

Art. 2. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 13. Is de kamer van oordeel dat nieuwe verrichtingen moeten worden bevolen, dan wijst zij ter uitvoering daarvan een raadsheer of een lid van het auditoraat aan, die een aanvullend verslag opmaakt. Dit verslag wordt gedagtekend, ondertekend en aan de kamer bezorgd. »

Art. 3. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 14. Na kennisneming van de in de artikelen 12 en 13 bedoelde verslagen beveelt de kamer dat het dossier en de verslagen ter griffie worden neergelegd. De griffie betekent deze verslagen aan de partijen.

» De verzoeker beschikt over vijftien dagen om een laatste memorie in te dienen en de tegenpartij over vijftien dagen om erop te antwoorden.

» De voorzitter van de kamer kan deze termijn verkorten of verlengen indien zulks door de omstandigheden van de zaak verantwoord is.

» Bij het verstrijken van deze termijnen stelt de voorzitter vast op welke datum de zaak zal worden opgeroepen. »

Art. 4. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 15. Het advies moet worden gegeven of het arrest worden gewezen binnen zes maanden na de dag waarop, bij toepassing van artikel 12 of eventueel van artikel 13, verslag over de zaak werd uitgebracht.

» Deze termijn kan, na advies van de auditeur-generaal, bij bevel van de kamer worden verlengd, zonder dat de totale duur der verlengingen meer dan tweemaal deze termijn mag bedragen. »

Art. 5. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 29. Een andere raadsheer dan degene die eventueel het aanvullend verslag over de onderzoeksverrichtingen heeft opge maakt, vat de feitelijke toedracht der zaak en de middelen der partijen samen.

» Le commissaire du gouvernement, les parties et leurs avocats peuvent présenter des observations orales.

» Il ne peut être produit d'autres moyens que les moyens développés dans la requête ou les mémoires.

» A la fin des débats, le membre de l'auditorat rapporteur donne son avis sur l'affaire.

» Le président de la chambre prononce ensuite la clôture des débats et met la cause en délibéré. »

Art. 6. L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. L'avis ou l'arrêt contient les motifs et le dispositif et porte mention :

» 1° des noms, demeure ou siège des parties et, le cas échéant, des noms et qualité de la personne qui les représente;

» 2° des dispositions sur l'emploi des langues dont il est fait application;

» 3° de la convocation des parties, de leurs avocats et du commissaire du gouvernement, ainsi que de leur présence éventuelle à l'audience;

» 4° de l'indication que l'avis du membre de l'auditorat rapporteur est ou non conforme à l'avis ou à l'arrêt;

» 5° du prononcé en audience publique de la date de celui-ci et du nom des conseillers qui en ont délibéré. »

Art. 7. Il est ajouté à l'article 52 du même arrêté, un alinéa 3 ainsi rédigé :

« L'auditeur général peut communiquer la requête à toute personne dont les intérêts sont mis en cause. »

Art. 8. L'article 66 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 66. Les dépens comprennent :

» 1° les taxes visées à l'article 70;

» 2° les honoraires et déboursés des experts;

» 3° les taxes des témoins. »

Art. 9. L'article 68 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 68. Lorsque le Conseil d'Etat statue par voie d'arrêt, les dépens sont avancés par le requérant; la consignation d'une provision peut être ordonnée par le Conseil.

» Lorsque la demande ou le recours est introduit par l'Etat, par une province, par une commune ou par un établissement public, les taxes visées à l'article 70 sont liquidées en débet par le greffier du Conseil d'Etat et les honoraires et déboursés des experts, ainsi que les taxes des témoins sont avancés par l'administration de l'enregistrement et des domaines et portés en dépenses dans les comptes à charge du budget du Ministère de l'Intérieur.

» Le Conseil d'Etat liquide les dépens et se prononce sur la contribution au paiement de ceux-ci. »

Art. 10. L'article 69 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 69. L'administration de l'enregistrement et des domaines poursuit le recouvrement des taxes liquidées en débet par le greffier et des autres dépens dont elle a fait l'avance.

» A cette fin, le greffier du Conseil d'Etat transmet au receveur de l'enregistrement et des domaines une copie de l'avis ou de l'arrêt définitif, accompagnée d'un relevé détaillé des sommes à recouvrer. »

Art. 11. L'article 83 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 83. Les taxes visées à l'article 70 sont liquidées en débet par le greffier du Conseil d'Etat et les autres dépens sont avancés à la décharge de l'assisté par l'administration de l'enregistrement et des domaines et portés en dépenses dans les comptes à charge du budget du Ministère de l'Intérieur. »

Art. 12. Il est inséré dans le même arrêté un article 83bis, ainsi rédigé :

« Art. 83bis. Aux fins de recouvrement des taxes liquidées en débet et des autres dépens, le greffier du Conseil d'Etat transmet au receveur de l'enregistrement et des domaines une copie de l'avis ou de l'arrêt définitif, accompagnée d'un relevé détaillé des sommes à recouvrer. »

» De regeringscommissaris, de partijen en hun advocaten kunnen mondelinge opmerkingen naar voren brengen.

» Geen andere middelen mogen worden aangevoerd dan die welke in het verzoekschrift of in de memorie zijn uiteengezet.

» Aan het einde van de debatten, geeft het lid van het auditoraat verslaggever zijn advies over de zaak.

» De voorzitter van de kamer verklaart daarna de debatten voor gesloten en houdt de zaak in beraad. »

Art. 6. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 34. Het advies of het arrest bevat de gronden en het beschikkend gedeelte en vermeldt :

» 1° de namen, de woning of de zetel van partijen en, in voorkomend geval, de namen en de hoedanigheid van de persoon die deze vertegenwoordigt;

» 2° de bepalingen op het gebruik der talen, die zijn toegepast;

» 3° de oproeping van partijen, van hun advocaten en van de regeringscommissaris, alsmede hun eventuele aanwezigheid op de terechtzitting;

» 4° het feit dat het advies van het verslaggevend lid van het auditoraat al dan niet overeenstemt met het advies of het arrest;

» 5° de uitspraak in openbare terechtzitting, de datum daarvan en de namen der raadsheren die er over hebben beraadslaagd. »

Art. 7. Aan artikel 52 van hetzelfde besluit wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De auditeur-generaal kan het verzoekschrift mededelen aan een ieder wiens belangen bij de zaak betrokken zijn. »

Art. 8. Artikel 66 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 66. De kosten omvatten :

» 1° de in artikel 70 bedoelde rechten;

» 2° de honoraria en verschotten van de deskundigen;

» 3° het getuigengeld. »

Art. 9. Artikel 68 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 68. Wanneer de Raad van State bij arrest uitspraak doet, worden de kosten door de verzoeker voorgeschoten; de Raad kan de consignatie van een voorschot gelasten.

» Is het verzoek of het beroep door de Staat, een provincie, een gemeente of een openbare instelling ingediend, dan worden de in artikel 70 bedoelde rechten door de griffier van de Raad van State in debet begroot en worden de honoraria en verschotten der deskundigen alsmede het getuigengeld door de registratie en domeinen voorgeschoten en als uitgaven in de rekeningen ten bezware der begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken geboekt.

» De Raad van State begroot de kosten en doet uitspraak over de bijdrage in de betaling ervan. »

Art. 10. Artikel 69 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 69. De registratie en domeinen doet invordering van de door de griffier in debet begrote rechten en van de andere kosten die dit bestuur heeft voorgeschoten.

» Te dien einde doet de griffier van de Raad van State aan de ontvanger der registratie en domeinen een afschrift van het advies of van het eindarrest toekomen, samen met een omstandige opgave van de in te vorderen bedragen. »

Art. 11. Artikel 83 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 83. De in artikel 70 bedoelde rechten worden door de griffier van de Raad van State in debet begroot en de andere kosten worden ter ontlasting van de prodeaan door de registratie en domeinen en als uitgaven in de rekeningen ten bezware der begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zake geboekt. »

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt een artikel 83bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83bis. Met het oog op de invordering van de in debet begrote rechten en van de andere kosten, doet de griffier van de Raad van State aan de ontvanger der registratie en domeinen een afschrift van het advies of van het eindarrest toekomen, samen met een omstandige opgave van de in te vorderen bedragen. »

Art. 13. L'article 91, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il apparaît, sur le vu de la requête, que le Conseil d'Etat n'est manifestement pas compétent ou que la demande est manifestement irrecevable ou non fondée, le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport conformément à l'article 12. »

Art. 14. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux affaires pendantes devant la section d'administration pour lesquelles il n'a pas encore été fait rapport en application de l'article 12 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948.

Art. 15. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1956.

Art. 13. Artikel 91, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wanneer bij kennisneming van het verzoekschrift duidelijk is dat de Raad van State klaarblijkelijk onbevoegd is of dat het verzoek klaarblijkelijk niet ontvankelijk of ongegrond is, maakt het aangewezen lid van het auditoraat onmiddellijk verslag op, overeenkomstig artikel 12. »

Art. 14. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de bij de afdeling administratie hangende zaken waarop nog geen verslag is opgemaakt bij toepassing van artikel 12 van het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948.

Art. 15. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 15 Juli 1956.

BAUDOUIN.

Par le Roi : | Van Koningswege :
Le Ministre de l'Intérieur, | De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. VERMEYLEN.

15 JUILLET 1956. — Arrêté royal déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par l'article 76 de la loi électorale communale.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat;

Vu la loi électorale communale, notamment les articles 74 et 76 modifiés par l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 5 septembre 1952 et 17 novembre 1955;

Considérant que l'expérience a fait apparaître la nécessité de prévoir, en matière de validation des élections communales par le Conseil d'Etat, une procédure plus simple et plus rapide que celle qui est prévue dans les autres matières;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le recours prévu à l'article 76, alinéa 7, de la loi électorale communale est introduit par une requête signée par la partie ou par un avocat inscrit au tableau de l'ordre. Elle est adressée au Conseil d'Etat sous pli recommandé à la poste, accompagnée de quatre copies certifiées conformes. La requête introduite par plusieurs requérants contient une seule élection de domicile; à défaut de celle-ci, les requérants sont présumés avoir élu domicile chez le premier requérant.

Le recours prévu à l'article 76, alinéa 8, de la loi électorale communale est introduit par une requête signée par le gouverneur, adressée au Conseil d'Etat sous pli recommandé à la poste et accompagnée de quatre copies certifiées conformes.

Art. 2. La partie requérante joint à sa requête une copie de la décision de la députation permanente dont il est appelé.

Art. 3. Le recours doit, à peine de nullité, être introduit dans le délai de huit jours déterminé par les alinéas 7 ou 8 de l'article 76 de la loi électorale communale.

Art. 4. Le greffier transmet au gouverneur une copie de toute requête introduite sur base de l'article 76, alinéa 7, de la loi électorale communale.

15 JULI 1956. — Koninklijk besluit tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76 van de gemeentekieswet.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 23 December 1946 houdende instelling van een Raad van State;

Gelet op de gemeentekieswet, inzonderheid op de artikelen 74 en 76, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 September 1952 en 17 November 1955;

Overwegende dat de ervaring heeft aangetoond dat het noodzakelijk is, inzake geldigverklaring van gemeenteraadsverkiezingen door de Raad van State een eenvoudiger en snellere rechtspleging in te voeren dan voor andere zaken van toepassing is;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het in artikel 76, lid 7, van de gemeentekieswet bedoelde beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift dat door de partij of door een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat is ondertekend. Het verzoekschrift wordt, samen met vier gewaarmerkte afschriften, onder een ter post aangetekende omslag aan de Raad van State gericht. In het door meer dan een verzoeker ingediende verzoekschrift wordt een enkele woonplaats gekozen; zoniet worden de verzoekers geacht bij de eerste verzoeker woonplaats te hebben gekozen.

Het in artikel 76, lid 8, van de gemeentekieswet bedoelde beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift, dat ondertekend wordt door de gouverneur en dat, samen met vier gewaarmerkte afschriften, onder een ter post aangetekende omslag aan de Raad van State wordt gericht.

Art. 2. De verzoekende partij voegt bij haar verzoekschrift, een afschrift van de beslissing van de provinciale deputatie waarvan zij in beroep komt.

Art. 3. Het beroep moet, op straffe van nietigheid, worden ingediend binnen een termijn van acht dagen, als bepaald bij de leden 7 en 8 van artikel 76 van de gemeentekieswet.

Art. 4. De griffier bezorgt de gouverneur een afschrift van elk verzoekschrift, dat op grond van artikel 76, lid 7, van de gemeentekieswet is ingediend.